

Pouvoir d'emprunt

dépenser environ 4,5 millions de dollars en primes pour le travail de l'année dernière. Celles-ci sont destinées aux cadres supérieurs, qui sont des personnes qui gagnent déjà de 50 000 \$ à 120 000 \$ par an. J'ai appris que leur rendement serait évalué de la manière habituelle. Ceux qu'on jugera satisfaisants recevront une prime de 1 p. 100 de leur salaire, alors que ceux qui seront jugés supérieurs ou exceptionnels recevront une prime de 1,5 p. 100. Il y a de 5 000 à 6 000 fonctionnaires dans la catégorie des cadres supérieurs qui auront droit à ces primes. J'estime qu'il y a parmi eux 10 p. 100 de femmes au maximum.

Il y a beaucoup plus de femmes aux échelons inférieurs de la Fonction publique, dans les catégories qui connaissent le plus de licenciements et de suppressions d'emplois. Le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) a déclaré que, bien que 5 500 emplois de la Fonction publique, ou années-personnes, aient été supprimés l'année dernière, en fin de compte, à cause des mutations, de l'attrition naturelle et d'autres motifs, seulement 500 personnes ont été vraiment licenciées. Il serait intéressant de découvrir combien il y avait de femmes parmi ces 500 personnes et, en particulier, combien il y en avait qui étaient soutiens de famille. Il serait intéressant de savoir quelles normes et quels critères le gouvernement a suivis pour déterminer les emplois à supprimer et les conséquences pour les femmes. Ce sont des renseignements que nous avons essayé sans succès d'obtenir au comité des comptes publics.

Nous avons également eu beaucoup de belles paroles de la part du gouvernement sur le sujet des garderies. Les centres autorisés ne peuvent recevoir que 20 p. 100 des enfants dont les parents travaillent hors de chez eux. De toutes les familles canadiennes qui ont des enfants de moins de 16 ans, plus de la moitié, ou 51 p. 100, sont des familles où les deux parents travaillent. Le budget des dépenses ne contenait absolument rien en ce qui concerne les garderies. Pourtant la semaine dernière à la Chambre, le premier ministre (M. Mulroney) a promis d'établir un programme global national de garderies. Où va-t-on se procurer l'argent? Cela ne figure pas dans les prévisions budgétaires ni dans le Budget. On n'en parle pas dans le projet de loi portant pouvoir d'emprunt. C'est un programme dont on a grand besoin, mais étant donné la façon dont le gouvernement a tenu ses promesses jusqu'ici, on peut comprendre que les Canadiens attendent de voir du concret pour croire aux belles paroles.

La présidente suppléante (Mme Champagne): S'il n'y a pas de question ni de commentaire, le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) reprend le débat.

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame la Présidente, nous croulons sous cette montagne d'hypocrisie d'un parti libéral qui assure ne pas vouloir soutenir cette mesure d'emprunt et qui fustige ensuite le gouvernement qu'il accuse de toutes sortes de compressions, de la formation professionnelle aux transferts aux provinces en passant par l'éducation. Les députés libéraux voudraient subventionner davantage l'enseignement, les transferts aux provinces et les avantages sociaux sans majorer les impôts et sans emprunter. Ils croient peut-être que l'argent pousse sur les arbres derrière la colline parlementaire, que nous n'avons qu'à le cueillir. C'est cela l'hypocrisie du parti libéral. Le nouveau parti démocratique

n'est pas mieux. C'est pour cette raison que ni l'un ni l'autre ne pourront former le gouvernement.

Nos concitoyens ne nous voient peut-être pas sous notre meilleur jour actuellement, mais ils finiront bien par regarder aussi les députés d'en face. Et ils se rendront compte de ce qu'ils ont fait au pays. Ces députés ont dirigé un pays équilibré dont les impôts, sauf en temps de guerre, suffisaient à payer les dépenses courantes de l'administration publique, jusqu'à ce qu'intervienne John Turner, le ministre des Finances à l'époque et maintenant chef de la Loyale opposition de Sa Majesté, qui a réduit les impôts en indexant les déductions fiscales et augmenté les dépenses en les indexant au coût de la vie.

• (1630)

Le gouvernement actuel a pris la relève au cours de l'exercice de 1984-1985. Cet exercice avait sept mois alors. Les dépenses, les décrets et le personnel, tout était déjà engagé. Si Michael Wilson, notre ministre des Finances, n'avait pas serré la vis en novembre 1984, le déficit aurait dépassé les 40 milliards l'année dernière. Or, il s'est établi à 38,5 milliards. Voilà pour de l'hypocrisie.

Je suis intervenu sur de nombreux projets de loi portant pouvoir d'emprunt depuis ma réélection à la Chambre en 1979. Le gouvernement était alors dirigé par le très honorable Joe Clark. J'ai pris la parole aussi lorsque nous étions dans l'opposition. J'ai donc étudié en détail le coût de l'endettement et le déséquilibre financier, problèmes qui sont inhérents à notre système. En prenant le pouvoir, nous nous sommes attelés à ces problèmes que nous souhaitons maîtriser. Nous y parvenons peu à peu, mais ce n'est pas une mince affaire. C'est comme la grenouille qui voudrait sortir du puits. Dès que nous émergerons, les dépenses nous font couler.

Cette année, nous allons consacrer 28,5 milliards de dollars afin de rembourser les intérêts sur de l'argent dépensé il y a des années. Nous acquittons la note des dépenses effectuées par le gouvernement qu'a soutenu la députée de Trinity (M^{lle} Nicholson). Pas étonnant que nous ayons des problèmes. Pourtant, la députée voudrait que nous dépensions davantage tout en réduisant les impôts. C'est intéressant comme idée. Il faudrait trouver la poule aux oeufs d'or. Voilà bien ce que son parti préconise. Peut-être faudrait-il sortir la planche à billets, comme au Brésil ou en Argentine. Ces pays s'apprêtaient à imprimer de la monnaie. Le gouvernement essaie de s'en sortir, mais les disparités régionales que nous signale l'Opposition officielle nous compliquent la vie. Nous sommes très conscients de ces problèmes et nous savons que le chômage atteint dans l'Ouest des proportions inouïes. L'ouest du Canada était la locomotive de notre pays mais il ne peut plus jouer ce rôle en raison du prix excessivement bas du pétrole. A un certain moment, ce prix est tombé sous les 10 \$ le baril. Par conséquent, les taxes sur le pétrole ne génèrent plus de recettes et nous ne pouvons pas non plus réduire les dépenses parce que nous devons consacrer toujours plus d'argent à l'assurance-chômage et aux autres programmes d'avantages destinés à aider l'ouest à se remettre sur pied. Les choses ne sont pas faciles. Mais que nous propose l'Opposition officielle? Réduire les taxes, accroître les dépenses et augmenter le déficit tout en nous refusant le pouvoir d'emprunt. Elle prétend qu'il s'agit là d'une idée brillante et progressiste mise de l'avant par le parti libéral.